

RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE - AVANT DEMOLITION

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (nouvelle partie réglementaire) LIVRE 3 – TITRE 3- CHAPITRE 4 – SECTION 2
NORME NFX 46-020

ARRETE DU 2 JANVIER 2002

Article R. 1334-27 du code de la Santé Publique

DECRET 96-98 DU 7 FEVRIER 1996 modifié décrets n°96 -1132, 97-1219, 2001-840 et 2002-1528)

A	INFORMATIONS GENERALES		
A.1	DESIGNATION DU BATIMENT		
Nature du bâtiment : une Usine		Adresse :	Bat 015 Avenue du Président Wilson 45500 GIEN
Catégorie du bâtiment : Industrie		Escalier :	
Nombre de Pièce :		Bâtiment :	
Etage :		Porte :	
Numéro de Lot : NC		Propriété de: Etablissement Génie Tours	
Référence Cadastre : NC		Caserne Barraguet Bd Thiers	
Date du Permis de Construire : Non Communiquée		37000 TOURS	
A.2	DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE		
Nom : Etablissement Génie Tours		Documents remis :	Aucun
Adresse : Caserne Barraguet Bd Thiers		Moyens mis à disposition :	Aucun
37000 TOURS			
Qualité : Propriétaire			
A.3	EXECUTION DE LA MISSION		
Rapport N°: Etablissement 200 02.11.10 A		Date d'émission du rapport :	05/11/2010
Le repérage a été réalisé le : 02/11/2010		Accompagnateur :	
Par : Julien ROUZIER		Laboratoire d'Analyses :	ESL
N° certificat de qualification : ODI/AM/07089099		Organisme d'assurance professionnelle :	AR-CO
Date d'obtention : 04/02/2009		Police d'assurance :	DP DTC 10,049
Nom de l'organisme de qualification accrédité par le COFRAC : AFAQ AFNOR		Date de validité :	31/12/2010
A.4	SOMMAIRE		
A - INFORMATIONS GENERALES B - CONCLUSION C - DESCRIPTIF DE LA MISSION D - CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE E - RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE F - CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR		ANNEXE 1 – CROQUIS ANNEXE 2 – CONSIGNES GENERALES DE SECURITE ET ARRETE DU 14 MAI 1996 ATTESTATION(S)	
B	CONCLUSION		
<i>il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante</i>			

Liste des matériaux contenant de l'amiante :

N°	N°Pièce	Pièce	Etage	Elément	Repérage	Matériau / Produit	Méthode	Etat de conservation
21	7	014	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	Sur décision de l'opérateur de repérage	Produit en bon état
24	8	001	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	Après analyse	Produit en bon état
35	12	010	RDC	Murs	Mur C	Panneaux Vissés	Sur décision de l'opérateur de repérage	Produit en bon état
37	12	010	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	Sur décision de l'opérateur de repérage	Produit en bon état
40	13	011	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	Sur décision de l'opérateur de repérage	Produit en bon état
42	14	012	RDC	Murs	Murs B et C	Panneaux Vissés	Sur décision de l'opérateur de repérage	Produit en bon état
44	14	012	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	Sur décision de l'opérateur de repérage	Produit en bon état
47	15	013	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	Sur décision de l'opérateur de repérage	Produit en bon état
52	17	012 Bis	RDC	Murs	Mur A	Panneaux Vissés	Sur décision de l'opérateur de repérage	Produit en bon état
54	17	012 Bis	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	Sur décision de l'opérateur de repérage	Produit en bon état

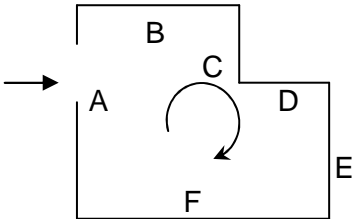
C DESCRIPTION DE LA MISSION :

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants :

COMPOSANTS DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT A INSPECTER OU A SONDER
1 — Toiture et étanchéité	
Plaques ondulées	Plaques en fibres-ciment
Ardoises	Ardoises composites Ardoises en fibres-ciment
Éléments ponctuels	Conduits de cheminée Conduits de ventilation
Revêtements bitumineux	Bardeaux d'asphalte ou bitumé («Shingle») Pare-vapeur Isolants sous toiture : carton, flocage Revêtements et colles
2 — Façades	
Panneaux sandwichs	Plaques Joints d'assemblage Tresses
Bardages	Plaques et «bac» en fibres-ciment Ardoises composites ou fibres-ciment Isolants sous bardage
3 — Parois verticales intérieures et enduits	
Murs et cloisons «en dur»	Flocages Enduits projetés, lissés ou talochés notamment ceux ayant une fonction coupe-feu (principalement dans les IGH/ERP) Revêtements durs (plaques planes en fibres-ciment) Joints de dilatation
Poteaux (périphériques et intérieurs)	Flocages Enduits projetés, lissés ou talochés notamment ceux ayant une fonction coupe-feu (principalement dans les IGH/ERP) Joints de dilatation Entourage de poteaux (carton, fibres-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre Peintures intumescentes

COMPOSANTS DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT A INSPECTER OU A SONDER
Cloisons légères ou préfabriquées	Panneaux de cloisons Jonction entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons (IGH et ERP) : tresse, carton, fibres-ciment
Gaines et coffres verticaux	Flocage Enduits projetés, lissés ou talochés notamment ceux ayant une fonction coupe-feu (principalement dans les IGH/ERP) Panneaux
Portes coupe-feu Portes pare-flamme	Vantaux et joints
4 — Plafonds et faux-plafonds	
Plafonds	Flocages Enduits projetés, lissés ou talochés notamment ceux ayant une fonction coupe-feu (principalement dans les IGH/ERP) Panneaux collés ou vissés Coffrages perdus (carton-amiante, fibres-ciment, composite) Cales de ferrailage
Poutres et charpentes (périphériques et intérieures)	Flocages Enduits projetés, lissés ou talochés notamment ceux ayant une fonction coupe-feu (principalement dans les IGH/ERP) Coffrages perdus Peintures intumescents Chaque type de peinture intumescence B
Interfaces entre structures	Rebouchage de trémies Jonctions avec la façade Calfeutrements Joints de dilatation
Gaines et coffres horizontaux	Flocages Enduits projetés, lissés ou talochés notamment ceux ayant une fonction coupe-feu (principalement dans les IGH/ERP) Panneaux Jonction entre panneaux
Faux-plafonds	Panneaux et plaques
NOTE Concernant les planchers : lors de réhabilitation ou d'aménagement de certains types de construction à ossature bois, de l'isolant en vrac a pu être disposé entre les chevrons avant la pose d'un plancher.	
5 — Revêtements de sol et de murs	
Revêtements de sol NOTE En cas de travaux, l'analyse concerne chacune des couches du revêtement.	Dalles plastiques Colles bitumineuses Lés en matériau plastique avec sous-couche Nez de marche Chape maigre (térazolith) si bâtiment construit avant 1950 Ragréage Rebouchage autour de conduits (principalement IGH et ERP)
Revêtement de murs	Sous-couches des tissus muraux Revêtements durs (plaques revêtues d'amiante-ciment, fibres-ciment) Colles des carrelages
6 — Conduits, canalisations et équipements	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides) Conduits de vapeur, fumée, échappement	Calorifugeage, rubans adhésifs Enveloppe de calorifuge Conduit Joints entre éléments Mastics Tresses Manchons
Câbles électriques	Câbles électriques (isolant souvent de couleur orange) d'alimentation de secours
Clapets/volets coupe-feu	Clapet, volet, rebouchage
Vide-ordures	Conduit
7 — Ascenseurs et monte-charges	
Portes palières	Portes et cloisons palières
Machinerie	Frein

COMPOSANTS DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT A INSPECTER OU A SONDER
Gaine Machinerie	Flocage Bourre Mur/plancher Joint mousse
8 — Équipements divers	
Chaudières Tuyauteries Étuves Groupes électrogènes Convecteurs et radiateurs Aérothermes Etc.	Bourres Tresses Joints Calorifugeages Peinture anti-condensation Plaques isolantes (internes et externes) Tissu amiante Revêtement de câbles métalliques
9 — Installations industrielles	
Fours Étuves Tuyauteries Racks Etc.	Bourres Tresses Joints Calorifugeages Peinture anti-condensation Plaques isolantes Tissu amiante
10 — Voies et réseaux divers	
Conduits	Fibres-ciment
Revêtement routier	
<p>A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse. B Suite à l'inspection visuelle de chaque type de matériau et produit, l'opérateur de repérage transmet pour analyse chaque type de matériau et produit (un changement d'affectation n'entraîne généralement pas de prélèvement complémentaire). C Suite à l'inspection visuelle et pour chaque affectation différente des locaux, l'opérateur de repérage transmet pour analyse au moins un prélèvement.</p>	

D	CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE
<p>Le Repérage Amiante Avant Démolition, contient les informations sur la présence d'amiante dans les matériaux et produits du bâtiment afin d'informer les intervenants des activités ou interventions se font sur des matériaux produits ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (96-98 Chapitre 1- Article 1 –Alinéa 2° et 3°).</p> <p>Une inspection visuelle de tous les composants de la construction afin d'y rechercher et d'y recenser les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, incorporés ou faisant indissociablement corps avec le bâtiment à démolir ;</p> <p>Un classement des matériaux et produits est fait en fonction de leur nature et caractéristiques, forme, aspect, etc, afin d'optimiser l'intervention de l'opérateur du repérage ;</p> <p>Lorsque l'absence de marquages spécifiques ou de documents ne permet pas à l'opérateur de repérage d'attester de la présence ou de la non présence d'amiante dans les matériaux et produits, des sondages et des prélèvements destructifs ou non sont effectués afin de déterminer par analyse un résultat d'essai spécifiant la présence ou non d'amiante dans ceux-ci.</p>	
<p>Sens du repérage pour évaluer une pièce :</p> 	

E RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

Toutes les pièces doivent impérativement être visitées.

LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION

N°	Pièce	Etage	Visitée	Justification
1	006	RDC	OUI	Néant
2	005	RDC	OUI	Néant
3	004	RDC	OUI	Néant
4	002	RDC	OUI	Néant
5	003	RDC	OUI	Néant
6	015	RDC	OUI	Néant
7	014	RDC	OUI	Néant
8	001	RDC	OUI	Néant
9	007	RDC	OUI	Néant
10	008	RDC	OUI	Néant
11	009	RDC	OUI	Néant
12	010	RDC	OUI	Néant
13	011	RDC	OUI	Néant
14	012	RDC	OUI	Néant
15	013	RDC	OUI	Néant
16	016	RDC	OUI	Néant
17	012 Bis	RDC	OUI	Néant
18	Appentis	RDJ	OUI	Néant

DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE						
N°	N° Pièce	Pièce / Partie d'immeuble	Etage	Elément	Repérage	Revêtement
1	1	006	RDC	Planchers	Sol	Carrelage
2	1	006	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	plâtre peint
3	1	006	RDC	Plafonds	Plafond	plâtre peint
4	2	005	RDC	Planchers	Sol	Carrelage
5	2	005	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	plâtre peint
6	2	005	RDC	Plafonds	Plafond	plâtre peint
7	3	004	RDC	Planchers	Sol	Carrelage
8	3	004	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	plâtre peint
9	3	004	RDC	Plafonds	Plafond	plâtre peint
10	4	002	RDC	Planchers	Sol	Carrelage
11	4	002	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	plâtre peint
12	4	002	RDC	Plafonds	Plafond	plâtre peint
13	5	003	RDC	Planchers	Sol	Carrelage
14	5	003	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	plâtre peint
15	5	003	RDC	Plafonds	Plafond	plâtre peint
16	6	015	RDC	Planchers	Sol	Carrelage
17	6	015	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	plâtre peint
18	6	015	RDC	Plafonds	Plafond	plâtre peint
19	7	014	RDC	Planchers	Sol	béton
20	7	014	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	béton
22	8	001	RDC	Planchers	Sol	béton
23	8	001	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	parpaing
25	9	007	RDC	Planchers	Sol	Carrelage
26	9	007	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	Toile de Verre
27	9	007	RDC	Plafonds	Plafond	plâtre peint
28	10	008	RDC	Planchers	Sol	Carrelage
29	10	008	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	Toile de Verre
30	10	008	RDC	Plafonds	Plafond	plâtre peint
31	11	009	RDC	Planchers	Sol	Carrelage
32	11	009	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	Toile de Verre
33	11	009	RDC	Plafonds	Plafond	plâtre peint
34	12	010	RDC	Planchers	Sol	béton
36	12	010	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	parpaing
38	13	011	RDC	Planchers	Sol	béton
39	13	011	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	parpaing
41	14	012	RDC	Planchers	Sol	béton
43	14	012	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	parpaing
45	15	013	RDC	Planchers	Sol	béton
46	15	013	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	parpaing
48	16	016	RDC	Planchers	Sol	Dalles PVC
49	16	016	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	parpaing + Agglo
50	16	016	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond
51	17	012 Bis	RDC	Planchers	Sol	béton
53	17	012 Bis	RDC	Murs	Murs A, B, C, D	parpaing
55	18	Appentis	RDJ	Planchers	Sol	Béton
56	18	Appentis	RDJ	Murs	Mur A,B,C,D	Maçonnerie pierre + Béton
57	18	Appentis	RDJ	Plafonds	Plafond	Tôles ondulées

RESULTATS											
N°	N° Pièce	Pièce	Etage	Elément	Repérage	Matériau / Produit	Nombre de Prélèvement	Référence prélèvement	Présence	Etat de conservation	Préconisation
21	7	014	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	0	P1	A		CGS
24	8	001	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	1	P1	A		CGS
35	12	010	RDC	Murs	Mur C	Panneaux Vissés	0		A	BE	CGS
37	12	010	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	0	P1	A	BE	CGS
40	13	011	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	0	P1	A	BE	CGS
42	14	012	RDC	Murs	Murs B et C	Panneaux Vissés	0		A	BE	CGS
44	14	012	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	0	P1	A	BE	CGS
47	15	013	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	0	P1	A	BE	CGS
52	17	012 Bis	RDC	Murs	Mur A	Panneaux Vissés	0		A	BE	CGS
54	17	012 Bis	RDC	Plafonds	Plafond	Faux plafond	0	P1	A	BE	CGS

LEGENDE			
Présence	A : Amiante	N : Non Amianté	a? : Probabilité de présence d'Amiante
Etat de conservation des Matériaux	Friables	BE : Bon état	DL : Dégradations locales ME : Mauvais état
	Non friables	BE : Bon état de Conservation	ED : Etat Dégradé
Préconisation	S : Surveillance sous 3 ans (R. 1334 – 17 du code de la santé publique)		
	T : Travaux de confinement ou de retrait (R. 1334 – 18 et R. 1334 – 21 du code de la santé publique)		
	ITA : Impossibilité Technique d'accès ou de prélèvement sans sondage destructif, analyse si travaux		
	P : Protection des sollicitations mécaniques (annexe 1.4 de l'arrêté du 22/08/02)		
	R : Remplacement de l'élément		
	PA : Prélèvement d'Air		
	RAS : Rien à signaler		
	CGS : Voir consignes générales de sécurités en annexe		

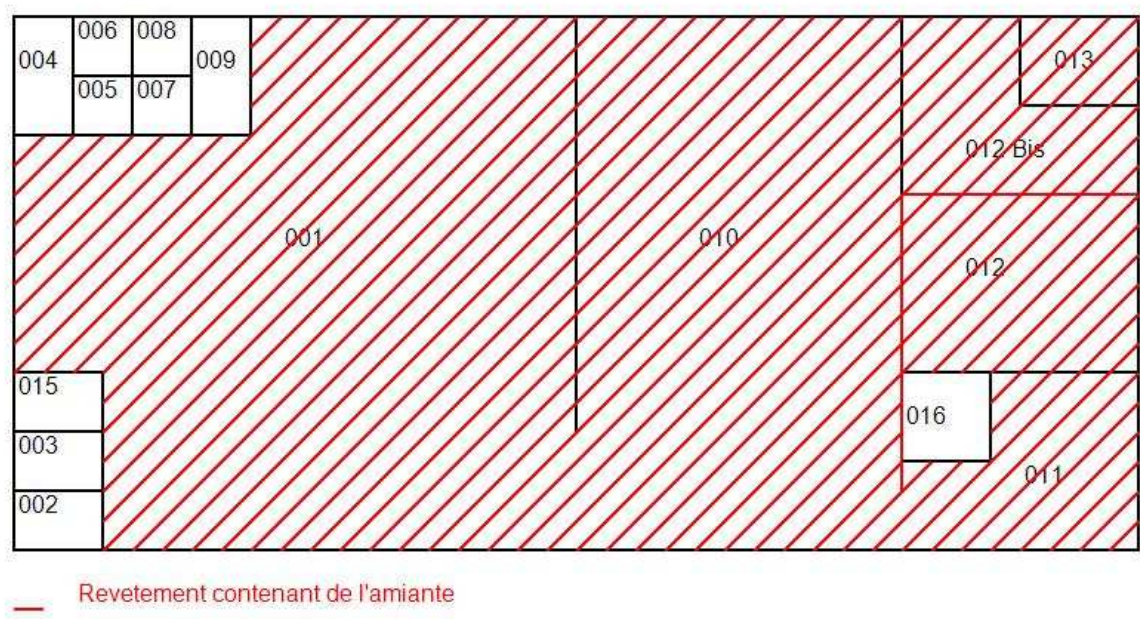
COMMENTAIRES
Néant

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

F CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR	
<p>Signature et Cachet du Bureau d'études</p>  <p>ascodie(+) 50, rue Lavoisier 37300 JOUÉ-LES-TOURS Tél : 02.47.66.88.86 email : ascodie@wanadoo.fr</p>	<p>Date d'établissement du rapport : Fait à JOUÉ LÈS TOURS le 05/11/2010</p> <p>Cabinet : ascodie +</p> <p>Nom du responsable : Robert ROUZIER</p> <p>Nom du diagnostiqueur : Julien ROUZIER</p> 

ANNEXE 1 – CROQUIS

croquis amiante



ANNEXE 2 – CONSIGNES GENERALES DE SECURITE ET ARRETE DU 14 MAI 1996**Consignes générales de sécurité (Arr. du 22 Août 2002)**

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique « amiante » et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10-2 du décret n°96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation. Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe I du présent arrêté.

1. INFORMATIONS GENERALES :

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre). Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf point 2 ci-dessous).

2. INFORMATION DES PROFESSIONNELS :

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE :**A – Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.**

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussière doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé.

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B – Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante :

Stockage des déchets sur le site.

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération des fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

ELIMINATION DES DECHETS :

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés, soit en décharges pour les déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour les déchets dangereux ou être vitrifiées. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n°11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteurs, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

ELIMINATION DES DECHETS CONNEXES :

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

Arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante

Le ministre du travail et des affaires sociales et le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, Vu le décret no 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante, et notamment son article 26 ; Vu le décret no 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ; Vu l'avis de la Commission nationale d'hygiène et de sécurité en agriculture en date du 28 mars 1996 ; Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels en date du 4 avril 1996, Arrêtent :

Section 1 : Dispositions applicables aux activités de confinement (par fixation, imprégnation ou encoffrement) et de retrait d'amiante ou de matériaux friables contenant de l'amiante.

Art. 1er. - Définition des matériaux friables. On entend par matériau friable tout matériau susceptible d'émettre des fibres sous l'effet de chocs, de vibrations ou de mouvements d'air.

Art. 2. - Préparation du chantier. Toute opération relevant de cette section doit être précédée de :

- 1.) L'évacuation, après décontamination, hors du lieu ou du local à traiter, sous réserve que cette évacuation n'entraîne pas de dégradation des lieux susceptible de libérer des fibres d'amiante, de tous les composants, équipements ou parties d'équipement dont la présence risque de nuire au déroulement du chantier ou qui sont difficilement décontaminables
- 2.) La mise hors tension de tous les circuits et équipements électriques qui se trouvent dans ou à proximité immédiate de la zone de travail afin de réaliser un traitement à l'humide. Un traitement à sec est admissible dans les seuls cas où ni la mise hors tension ni l'isolement des circuits et équipements électriques ne sont possibles ;
- 3.) La dépollution, par aspiration avec un équipement doté d'un dispositif de filtration absolue, de toutes les surfaces et équipements du local à traiter ;
- 4.) Le confinement du chantier par :
 - a) La neutralisation des différents dispositifs de ventilation, de climatisation ou tout autre système pouvant être à l'origine d'un échange d'air entre l'intérieur et l'extérieur de la zone à traiter ;
 - b) L'obstruction de toutes les ouvertures donnant directement sur la zone à traiter ;
 - c) La construction d'une enveloppe étanche au passage de l'air et de l'eau autour des éléments de construction, des structures ou des équipements à traiter, y compris en partie basse, sur le sol. Un tunnel comportant cinq compartiments (sas) permettant la décontamination des intervenants et des équipements doit constituer pour les personnes la seule voie d'accès depuis l'extérieur vers la zone de travail. Lorsque le personnel est équipé de vêtements jetables ou lorsque la mise en place d'un système à cinq compartiments s'avère techniquement impossible, un tunnel à trois compartiments peut être utilisé.

Art. 3. - Protection collective. La zone de travail doit être maintenue en dépression par rapport au milieu extérieur par la mise en place d'extracteurs adaptés, équipés de préfiltres et de filtres absolus à très haute efficacité (d'un rendement supérieur à 99,99 p. 100 selon la norme NFX 44-013). Un dispositif de mesures vérifiera en permanence le niveau de la dépression. Un test à l'aide d'un générateur de fumée est effectué avant le début des travaux pour s'assurer de l'étanchéité de la zone. Pendant la durée des travaux, on procède périodiquement à une pulvérisation de liquides permettant la sédimentation des fibres en suspension dans l'air afin d'abaisser au niveau le plus faible possible la concentration en fibres d'amiante dans l'atmosphère.

Art. 4. - Equipement de protection individuelle. Tout intervenant dans la zone de travail doit être équipé en permanence :

- 1.) De vêtements de travail étanches équipés de capuches, fermés au cou, aux chevilles et aux poignets, décontaminables ou, à défaut, jetables. En fin d'utilisation, les vêtements jetables seront traités comme des déchets d'amiante conformément à l'article 7 du décret no 96-98 du 7 février 1996 susvisé ;
- 2.) D'un appareil de protection respiratoire isolant à adduction d'air comprimé, avec masque complet, cagoule ou encore scaphandre. Dans le cas où la configuration de la zone de travail rend impraticable ou dangereuse l'utilisation d'appareils isolants, des appareils de protection respiratoires filtrants antipoussières à ventilation assistée avec masque complet, de classe d'efficacité TMP 3 (norme NF EN 147) peuvent être utilisés. Ces appareils doivent fournir un débit d'air en charge d'au moins 160 litres par minute. Les appareils visés au point 2 doivent être décontaminables.

Art. 5. - Contrôles effectués en cours de chantier. La surveillance de l'étanchéité, des rejets (air et eau) et de l'atmosphère de la zone dans laquelle sont effectuées les opérations doit être réalisée suivant un programme préétabli pour toute la durée du chantier. Un registre doit être tenu, consignat l'ensemble des résultats de cette surveillance ; ce registre comportera notamment les résultats des analyses effectuées dans le compartiment où se fait l'enlèvement de la protection respiratoire, le nombre de vérifications effectuées ainsi que le nombre de changements des préfiltres et filtres absolus des protections individuelles et collectives.

Section 2 : Dispositions applicables aux activités de retrait ou de confinement (par fixation, imprégnation ou encoffrement) de matériaux non friables contenant de l'amiante

Art. 6. - Définition des matériaux non friables. On entend par matériaux non friables contenant de l'amiante les matériaux contenant de l'amiante non visés à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 7. - Préparation du chantier. Lors d'opérations de retrait ou de confinement de matériaux non friables à base d'amiante : - le confinement du chantier est fonction de l'évaluation des risques ; selon l'empoussièrement attendu qui dépend notamment des techniques employées, il peut aller du confinement exigé à l'article 2 jusqu'à un confinement plus limité permettant d'empêcher l'émission de fibres d'amiante à l'extérieur de la zone concernée ; Une aspiration avec filtration absolue est obligatoire. Lorsque le retrait concerne des éléments dans lesquels l'amiante est fortement lié, notamment lorsqu'il s'agit de retirer des éléments contenant de l'amiante situés en enveloppe

extérieure de bâtiment, les mesures ci-dessus précisées ne sont pas applicables ; on doit effectuer dans ce cas un démontage des éléments par un procédé de déconstruction évitant au maximum l'émission de fibres.

Art. 8. - Procédé de travail. Dans tous les cas où le retrait de l'amiante nécessite d'intervenir sur les matériaux contenant de l'amiante, une technique d'abattage des poussières est mise en oeuvre, si possible à la source ; le matériel utilisé est, lorsqu'il peut en être doté, équipé d'un dispositif d'aspiration à filtration absolue.

Art. 9. - Equipement de protection individuelle. En fonction de l'évaluation du risque, tout intervenant doit être équipé :

- 1.) De vêtements de travail étanches équipés de capuche, fermés au cou, aux chevilles et aux poignets ; en fin d'utilisation, les vêtements jetables seront traités comme des déchets d'amiante, conformément à l'article 7 du décret no 96-98 du 7 février 1996 susvisé ;
- 2.) D'un appareil de protection respiratoire isolant à adduction d'air comprimé avec masque complet, cagoule ou scaphandre, d'un appareil de protection respiratoire filtrant anti-poussières à ventilation assistée avec masque complet, de classe d'efficacité TMP 3 (norme NF EN 147). Lors de l'enlèvement, sans détérioration, d'éléments dans lesquels l'amiante est fortement lié, une protection respiratoire de type P 3 est admise.

Section 3 : Dispositions applicables en fin de travaux

Art. 10. - Restitution des locaux. Avant toute restitution de la zone en vue de l'exercice d'une quelconque activité et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, total ou partiel, il sera procédé :

- à un examen visuel incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées ;
- au nettoyage approfondi de ladite zone par aspiration avec un équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité ; - à la fixation des fibres éventuellement résiduelles sur les parties traitées. Dans le cas de retrait ou confinement de flocages ou calorifugeages contenant de l'amiante et après nettoyage de ladite zone, une mesure du niveau d'empoussièrement doit être réalisée conformément à l'article 7 du décret no 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population.

Art. 11. - Le directeur des relations du travail au ministère du travail et des affaires sociales et le directeur des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi au ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ATTESTATION(S)



Assureur de la construction

Tél 02 538 66 33
Fax 02 538 06 44
RPM 0406.067.338
ING 310-0402713-55
E-mail info@ar-co.be
Web http://www.ar-co.be



CEA
CENTRE D'ETUDES D'ASSURANCES

Courtier
11, rue de Rochechouart
F 75009 PARIS
Tél : +33(0)1.49.95.06.10
Fax : +33(0)1.49.95.06.20
E-mail : info@cea-assurances.fr
Web : http://www.cea-assurances.fr

Assuré :
ASCODIE +
Monsieur ROUZIER
50, rue Lavoisier
37300 JOUE LES TOURS

Attestation d'assurance
Responsabilité civile professionnelle

Contrat n° : DP DTC 10.049

La compagnie AR-CO atteste que la personne dénommée ci-dessus a souscrit un contrat d'assurance pour couvrir sa responsabilité civile professionnelle pour les activités signalées aux Conditions particulières CP205DTC :

Date d'effet du contrat : 1^{er} juillet 2006 - Attestation valable jusqu'au 31 décembre 2010.

Activités assurées :

- D1 : Diagnostic amiante,
- D2 : Diagnostic plomb,
- D3 : Etat parasitaire : termites, autres xylophages, champignons,
- D5 : Diagnostic de l'état des installations intérieures hors domaine public : ELECTRICITE, GAZ,
- D6 : Diagnostic de conformité des réseaux d'assainissement et des eaux usées hors domaine public,
- D7 : Diagnostic de conformité des installations d'eau de consommation : légionellose, plomb, hors domaine public, hors hôpitaux et hors maisons de retraite
- D8 : Diagnostic technique immobilier : loi SRU, état des lieux avant vente, certificat d'habitabilité, prêt bancaire,
- D9 : Mesurages de surface : Loi Carrez,
- D10 : Risques naturels et technologiques,
- D11 : Diagnostic de performance énergétique,
- D12 : Diagnostic accessibilité aux personnes handicapées.

Montant des garanties : 600.000 € par année d'assurance.

Pour la garantie amiante, limitation contractuelle d'indemnité comme suit :

- 100.000 € par année d'assurance pour les réclamations connues et déclarées avant le 01/11/2007 ;
- 300.000 € par sinistre et 500.000 € par année d'assurance pour les réclamations connues et déclarées après le 01/11/2007.

Le présent document ne peut engager la compagnie d'assurances en dehors des limites précisées aux conditions du contrat.

Fait à PARIS, le 5 janvier 2010

POUR VALOIR CE QUE DE DROIT

AR-CO Par Délégation


RUE YASSEN SNELSTRAAT 22
BRUSSEL 1060 BRUXELLES

Page 1 sur 1
version 01.09.2005

CONSTAT AMIANTE